

Initiative des Intellectuels Indépendants IRHALISTES (Dégagistes)

1 - Coût du coup d'Etat 2008 par rapport à 2006 pour l'économie mauritanienne

	2006	2009	Manque à gagner
Taux de croissance PIB	11,4	-1,2	300 M de \$US, 75 MM UM

Source : Banque Mondiale, FMI

2 - Evolution Indice corruption (Note/10)

2007	2008	2009	2010	Rang mondial
3,1/10	2,6/10	2,8/10	2,3/10	143/178

Source : Transparency International

3 - Indice Développement Humain (entre 0 et 1)

2006	2011
0,520	0,453

4 - Dépenses militaires/PIB

	2006	2012
Part	1,7%	5,5%
Rang	117e mondial	13e mondial

5 - Dépenses Education/PIB

Avant 1978	2011
6%	2,2%

6 - Salaire Présidents par rapport au revenu moyen Et comparés au SMIC France/Mauritanie

Hollande	14 fois le SMIC français	4 fois le revenu moyen en France
Mohamed Ould Abdel Aziz	250 fois le SMIC mauritanien	150 fois le revenu moyen en Mauritanie

Déclaration n°1

IRHAL : Les raisons d'une revendication

Depuis plus de trois décennies, la Mauritanie, à l'instar de ses semblables dans les deux mondes arabe et africain, vit sous l'emprise de régimes parfois totalitaires et souvent autoritaires qui ont étouffé les libertés, appauvri les populations et, provoqué par la mal gouvernance la déliquescence de l'Etat. Certains sont chassés du pouvoir, d'autres sont aujourd'hui sur le départ.

C'est pourquoi, sans nihilisme aucun, mais aussi sans fioritures, des Intellectuels patriotes, au fait des changements planétaires en cours, et soucieux du devenir de leur nation, se sont penchés en âme et conscience sur l'Etat de leur cité en ce siècle de sélection historique où n'auront voix au chapitre que les peuples qui, éclairés par leur avant-garde, sauront en relever les innombrables.

Du point de vue de l'analyse effectuée sans complaisance et sans parti pris, il ressort pour ces intellectuels non encartés et sans affiliation partisane aucune, que, par de-là les slogans, déversés à profusion par cette ultime incarnation de la gestion militaire de la vie du pays, l'état de la nation révèle une déliquescence avancée de l'Etat, une incapacité manifeste du pouvoir du moment d'y remédier et un pillage frénétique de ses ressources au profit d'une oligarchie militaire et une infime frange de ses laudateurs.

Il est, dès lors, fort étonnant que, face à cette pré-hécatombe qui se prépare sous nos yeux, des esprits aux motivations inavouées mais connues, demeurent sceptiques sur le funeste destin du despote non éclairé qui nous gère.

Dans leurs péroraisons, ils feignent la surprise que des hommes et des femmes honnêtes dans ce pays, organisent semaine après semaine, des marches, des meetings et des sit-in pour réclamer le départ du Général Ould Abdel Aziz qui, moins naïf que ces derniers et ayant fait main basse sur des pans entiers de notre économie sait que l'étau se resserre autour de lui et qu'une seule des raisons ci-évoquées pour son départ suffit à l'éjecter du fauteuil qu'il a usurpé et pourrait le faire atterrir, s'il demeure en vie, dans une geôle trop étroite pour lui.

L'état d'esprit dans lequel il se trouve et quoiqu'il ait opté pour la mauvaise leçon à tirer du printemps arabe, renvoie l'image d'un régime aux abois, multipliant les fuites en avant, les reculades et les bévues. Il se sait traqué de toutes parts : par l'élite intellectuelle qui sort de sa léthargie, par les couches défavorisées qu'on ne dupe plus, et par l'occident qu'il a longtemps raffariné sur la réalité du terrorisme dans et aux frontières de notre pays, et ses capacités à l'éradiquer.

Il lui restera à savoir que les méthodes et les pratiques par lesquelles il s'est jusque-là maintenu, appartiennent à une époque à tout jamais révolue, qu'il est hors de notre temps, en dehors du circuit dont la caractéristique prégnante aujourd'hui est la révolte des peuples pour la dignité, la liberté et la démocratie. Ce triptyque béni et sanctifié est étranger pour lui. Sa formation militaire, plutôt sommaire, et ses aptitudes intrinsèques ne le lui ont pas appris.

S'il compte dans ses courtes vues sur notre armée républicaine pour le protéger contre le courroux du peuple meurtri, il se leurre sur ce tableau aussi ; car nul en Mauritanie n'est prêt à verser son sang pour qu'un homme, un seul qui s'est accaparé de tout, continue de sévir entouré et impuni.

S'il a choisi l'exemple du Yemen et de la Libye, les mauritaniens, eux, ont adopté le modèle de l'Egypte et de la Tunisie. Ils veulent dans l'ordre et la paix que nos forces armées fraternisent dans ce conflit avec le peuple révolté et s'entendent à leur noble mission de défense de nos frontières, alibis aux mains du

pouvoir, bientôt déchu, et demain inexpugnable forteresse pour protéger nos rêves, nos espoirs et notre vie.

Les tâches qui attendent la nation sont incommensurables. Pour s'y atteler, le Général Aziz a, par son incapacité à gérer le pays, donné ses limites. Le document que nous soumettons à votre vigilante attention apporte les ahurissantes conclusions qui militent en faveur de son départ sans délais.

Disposant pour unique nutriment intellectuel, des seules recettes que recèle la formation militaire assez sommaire et fulgurante dans son cas, le général Ould Abdel Aziz n'a pu accéder à une formation académique le prédisposant à gérer un Etat moderne que l'accélération de l'histoire a rendu encore plus exigeant et ambitieux.

Les impératifs de développement, les exigences de progrès, la capacité de faire face avec efficience et efficacité aux défis anciens et nouveaux, requièrent, pour mieux les appréhender, le passage obligé dans les écoles qui constituent – jusqu'à la découverte d'un autre creuset – le moule où les futurs hommes d'Etat démocrates sont façonnés.

Il a certes existé, existe, et existera toujours des hommes d'exception que des dons particuliers ont rendu aptes à présider aux destinées de leurs pays ; tâche qu'ils ont accompli avec abnégation et discernement pour le bonheur de leurs peuples et de leurs nations. Mais le Général Ould Abdel Aziz n'est pas de ceux-ci!

La formation qu'il a reçue est d'une tout autre nature. Elle est par essence anti-démocratique et dans le cas spécifique de la Mauritanie, elle produit depuis plus de 30 années, des dictatures militaires qui ont constitué la matrice féconde de la gabegie, du tribalisme, du népotisme, du racisme, de l'affairisme, de la cécité politique et du règne de médiocrates aussi voraces qu'incompétents.

Un tel environnement ne peut produire qu'un satrape, vivant dans le faste et faisant subir à l'aube du XXIe siècle un despotisme suranné à son peuple, cyniquement maintenu dans la précarité. Le train de vie et la manière d'être et d'agir du Général sont l'incarnation de ce prototype projetée dans notre temps, qui n'est pas le sien et dans notre espace qui, entre temps s'est transformé aussi.

D'abord, aide de camp avec le grade de capitaine, du pouvoir des deux décennies qui ont précédé son coup de force en 2005 et constituant la première partie du système qu'il continue de pérenniser, qu'il développa, concomitamment avec la création de sa garde prétorienne (le BASEP) ses théories et pratique du coup d'Etat permanent et du coup d'Etat par anticipation. Il en donna trois ans plus tard, en 2008 une décapante illustration en destituant le président élu et par lui voulu aussi longtemps que ce dernier le servirait dans ses funestes desseins.

Telle est l'essence même et la réalité du pouvoir que le Général Aziz exerce aujourd'hui et qu'il a hérité d'une tradition spartiate tirée des pratiques de ceux qui l'ont précédé depuis la chute, en 1978, du premier gouvernement civil en Mauritanie.

Les raisons justifiant la revendication légitime de son départ tiennent d'abord aux caractéristiques structurelles du système qu'il a mis en place pour se maintenir au pouvoir et mettre en coupe réglée pour son profit exclusif l'économie de tout un pays et les richesses de tout un peuple. Il a pour ce faire, et fidèle à la tradition des dictateurs arabes et africains déchus ou en passe d'ainsi finir :

- Réhabilité le mythe de l'homme fort qui a en face de lui, un peuple soumis et qui, de surcroît échappe au contrôle de l'armée parce que, travesti en civil et à celui des civils parce qu'étant issu de la grande muette, il n'en menace pas moins avec les armes et les hommes de celle-ci ;
- Pratiqué une démocratie cosmétique, de façade où des élections truquées se déroulent par intermittence sur fond de dictature. Pour accroire le mirage que d'aucuns, surtout à l'étranger, prendront pour des rivières, il accorde une liberté liberticide des journaux, des radios, etc... Cette libéralisation de la presse est inspirée chez lui à l'instar de celle accordée aux partis politiques, de sa conviction que « trop de journaux tuent les journaux et que plus il y a de partis, plus il n'y en aura pas du tout ».

Ces libertés acquises bien avant lui, ne recouvrent par pour autant la liberté de manifester, d'organiser des sit-in ou des marches pacifiques qui sont pourtant elles aussi des formes démocratiques d'expression.

- Renforcé en l'aggravant la tribalisation du pouvoir qui fait qu'un dictateur militaire, une fois installé, n'a d'assise populaire que sa famille, sa tribu et la coterie des véreux qui les entourent. Une telle situation transforme l'Etat et l'ensemble de ses services en un butin bien mérité pour lui et ses affidés.

C'est ainsi que chaque général, ou autre officier supérieur ont leurs ministres, leurs secrétaires généraux, leurs directeurs de grandes sociétés... les civils s'occupant de l'armement idéologique pour justifier le système. Ces derniers se recrutent généralement dans l'immense faune des intellectuels – faussaires et médiocres, qui en s'humiliant et en se ridiculisant, contribuent à dévaloriser la fonction et le rôle de l'intelligentsia, ennemi viscéral des dictatures militaires et civiles.

- Institutionnalisé la notion de parti du pouvoir et non le parti au pouvoir, dans le souci morbide de faire dévier la pratique politique et pervertir ses

hommes. Ces partis ne survivent généralement pas aux putschistes qui les ont créés pour les besoins de leur mauvaise cause. Mais le système étant demeuré le même, ces éléments reprennent du service avec le nouveau venu.

- Mis en place une administration makhzenienne rappelant les méthodes colonialistes où les notables provinciaux sont les supplétifs du pouvoir, unique pourvoyeur de subsides et prébendes nécessaires à la fidélisation de leur ouailles.
- Réétabli place et renforcé des passerelles dans un système de vases communicants entre le pouvoir et le monde des affaires, celui de la finance essentiellement, par le biais de l'octroi de marchés de gré à gré compensés par le financement des campagnes électorales et autres caprices des gouvernants. Après le rapt en 2005 du discours de l'opposition, cette méthode permet au régime de maîtriser la gabegie et de l'orienter vers les intérêts personnels du général autoproclamé qui a innové en la matière en créant pour son propre compte un monopole de la rapine, une « nationalisation » du détournement des deniers de la nation.
- Fait vivre le pays sous la menace du coup d'Etat permanent qui, tel une épée de Damoclès pèse sur nos têtes chaque fois qu'une velléité de changement se profile à l'horizon transformant les coups de force en arme dirigée contre le futur et non contre le passé qu'ils sont censés rectifier.
- Introduit le mensonge, la délation et la félonie dans nos mœurs politiques en reniant dès 2005 les deux engagements cardinaux du Conseil Militaire à savoir qu'il n'y aurait plus de coup d'Etat et que les membres du Conseil ne se présenteraient à aucun mandat électif.

Très tôt le coup d'Etat du 03 août 2005 s'est révélé n'être pour lui que la préparation du coup du 06 août 2008 pour faire du Colonel Ould Abdel Aziz, passé, entre-temps, Général au mépris du tableau d'avancement de l'armée, le Président par effraction de la République. Il aura de ce fait perpétré coup sur coup, deux coups d'Etat en l'espace de 3 ans contre le gouvernement civil et contre ses propres collègues plus anciens et mieux formés que lui : l'un par vengeance personnelle et l'autre pour éviter une guerre civile qui serait provoquée par son éviction. Ce qui était peu plausible à moins que, lançant à l'assaut ses hordes armées, il ne l'aurait provoquée lui-même.

Si pour toutes ces raisons, le Général Ould Abdel Aziz ne doit pas partir, il devra l'envisager très sérieusement pour son **incompétence avérée illustrée par**

son bilan catastrophique et les contre-performances de sa mauvaise gouvernance qui se manifestent à travers :

- Son incapacité à réaliser ses programmes que, pour leur confection et leur mise en œuvre, il a recours aux cadres par lui renvoyés des départements ministériels et qui officient dans des bureaux d'Etudes,
- Le maintien, pour faire passer des lois scélérates d'un parlement dont les actes sont irréguliers compte tenu de la fin depuis plusieurs mois du mandat des législateurs,
- La réintroduction anachronique dans un « Etat de droit » de la police politique dans la scène politique, avec son cortège de mouchards, de délateurs et de calomniateurs,
- L'occupation des postes névralgiques par des parents proches ou affiliés pour rendre plus fluide l'action des passerelles établies entre le pouvoir et les hommes d'affaires – partenaires du chef de l'exécutif –
- L'envoi de missions de contrôle et l'organisation de simulacres de procès, de manière sélective, pour éliminer les ennemis politiques et les concurrents de ses propres entreprises représentées par des hommes de paille connus de tous, et couvrant un éventail d'activités qui vont des « hammams » jusqu'au pétrole, en passant par la construction des routes, le BTP, la location de voitures, les banques, etc...
- Les innombrables scandales financiers dont le premier a consisté en la disparition de 50 millions de dollars, don de l'Arabie Saoudite au régime civil et qui ont accéléré la chute du pouvoir en place pour s'en accaparer. Un autre scandale a défrayé la chronique ici et ailleurs : celui des contrats passés dans le domaine de la pêche avec les chinois sans charges fiscales avec d'autres facilités où des dessous de table non encore évalués ont circulé au profit du Général et ses obligés militaires et civils.
- Le rasage systématique de la cité des blocs, symbole de nos premiers pas vers la modernité à l'aube de l'indépendance, au profit d'hommes d'affaires curieusement affiliés au Général par des liens de proche parenté.
- La cession par une transaction de gré à gré, de l'aire occupée par l'ancien aéroport afin d'en construire un nouveau sur les cendres de la ceinture verte qui protégeait Nouakchott de l'avancée des dunes et lui servait de poumon que ne compenseront pas les pousses plantées tambour battant sur des terres incultes enfouies sous le sable, aux alentours de la ville. C'est ainsi que le Général hostile à la culture, même maraîchère protège l'environnement et l'écosystème dans notre pays.

- La gestion démagogique, gesticulatoire et superficielle du passif humanitaire (massacre et déplacement des populations négro-africaines en représailles à un autre coup d'Etat militaire). Les semblants de solutions apportées à cette plaie encore béante ne satisfont pas les populations concernées ainsi que tous les démocrates des autres communautés ayant à cœur le souci de préserver notre unité fragilisée à des fins de mise à feu, au besoin, par le pouvoir pour continuer de privilégier au prix fort le tout-sécuritaire, garant à ses yeux de la pérennité du système.
- L'attitude désinvolte et méprisante face aux changements dans nos deux aires civilisationnelles arabo-maghrébine et Sahélo-africaine, le poussant, contre toute logique à accélérer le rythme du pillage de nos richesses et accumuler en deux ans ce que les dictateurs arabes déchus, ont amassé en 40 années. Pour décourager toute velléité de changement, il crie au clonage des exemples des révoltes du printemps arabe. Quel mal y a-t-il pour un peuple à vouloir se libérer d'une dictature ?

Qui plus est, ce peuple a pu obtenir de la France dans la sérénité et sans coup férir son indépendance nationale.

Dans le même esprit, ce peuple voudrait que Ould Abdel Aziz et ses généraux plient bagage et cessent de le martyriser dans un contexte régional et même mondial caractérisé par le réveil des peuples et des nations pour jouir enfin de la liberté de choisir leurs dirigeants.

Ceci d'autant que le développement des NTIC a imposé la transparence dans la gestion des Etats dans le cadre d'une bonne gouvernance attestée. La persistance à cheminer dans la voie inverse porte un lourd préjudice au reste des composantes du village planétaire qui ne manqueront pas d'endiguer cette dérive devenue inacceptable.

- La contagion, par le mauvais exemple, des Etats voisins par le modèle de putschs que la communauté internationale finit par accepter (ex. : Guinée Bissau, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, etc...)
- L'opacité qui enveloppe les financements au titre de la défense de nos frontières, qui sans passer par le parlement prennent le chemin du drain qui les mènent droit dans l'escarcelle du Président.

Ajouté aux rumeurs persistantes et aux faits avérés d'enrichissement personnel, ce climat délétère donne droit au peuple, sinon à ses élus à des explications publiques sur la question. Celles-ci, si même elles étaient envisagées, tardent à venir faisant enfler le scepticisme grandissant sur la réalité de la lutte contre la gabegie amorcée et tant louée par les thuriféraires du régime. Le doute est accentué par la non-publication du patrimoine du chef de l'Etat.

Ces abus ajoutés au flou non artistique qui entoure la vérité des chiffres de nos mines, de la pêche et autres sources, laissent penser à raison qu'en plus de la satisfaction des appétits personnels du Général, ce dernier voudrait en amassant ces sommes colossales hypothéquer dès à présent l'avenir politique du pays en finançant après son départ les campagnes de ses propres candidats à tous les niveaux de la vie de la nation.

- L'érucciation de slogans populistes sur le renouvellement de la classe politique.

Cet ergotage tapageur qui porte sur un « jeunisme » de mauvais aloi, trahit une volonté obsessionnelle d'enterrer vivante et dynamique une classe politique par trop gênante pour l'accomplissement des basses œuvres du Général. Il est alimenté par un souci fort compréhensible dans sa logique à lui d'éliminer toute concurrence qui répondrait mieux à l'exigence de bonne gouvernance devenue aujourd'hui impérative avec la résurgence de leaders nouveaux issus des changements intervenus tant au nord qu'au sud de notre sous-région, plus à même de diriger les nations en ce siècle naissant.

L'un des enseignements fondamentaux à tirer de ces remous est le bémol à mettre à la banalisation de la fonction de chef de l'Etat qui la rendrait accessible pour tout quidam, singulièrement militaire, qui se réveillerait plus tôt que ses pairs et attiré par les lambris dorés du palais, occuperait manu militari le fauteuil du président.

Des critères nouveaux mettant en avant l'exigence de compétence devraient désormais être seuls pris en compte, tant est qu'il s'agit du devenir de toute une nation.

- Le report sine die de la tenue des états généraux sur l'éducation, au moment où nous devons, en urgence remettre à plat notre système éducatif pour repenser ses contenus, ses objectifs, la formation et l'amélioration du niveau de vie de ceux qui ont à charge la noble et exaltante mission de dispenser le savoir dans les différents niveaux de notre école.

La baisse de niveau de nos étudiants, la non prise en compte de leurs doléances, sinon par la répression qui ignore le respect impératif des franchises universitaires, fait grossir année après année les rangs des diplômés chômeurs et autres laissés sur le bord de la route.

- Le miroir aux alouettes du bitumage de certaines artères de la capitale et non à l'intérieur ou entre les villes fait apparaître que les entreprises, les équipements et même les équipes qui effectuent les travaux appartiennent, par personnes interposées, connues et bien répertoriées, au Général Ould

Abdel Aziz qui, ce faisant, reprend par une main ce qu'il concède par l'autre.

- L'application sélective des lois en fonction des humeurs et des inimitiés politiques et personnelles du Général. Pour comble du ridicule, les personnes incriminées se voient jugées pour les mêmes exactions, à lui et à ses ministres, reprochées. Pour ces derniers, il a créé dans la hâte en son temps une haute cour de justice, censée juger à part ces hommes à part ! Pourtant, dans l'esprit des lois, Montesquieu, aux écrits duquel le patrimoine démocratique ne peut se soustraire, décrète très justement que « le pouvoir politique n'a le droit de faire exécuter les lois que s'il admet qu'il y est soumis lui-même ». En conséquence, les ministres et tous les hauts responsables de l'Etat doivent être jugés sur la base du droit commun comme tous les autres citoyens.

Agir autrement c'est devoir aller jusqu'au bout du raisonnement irraisonné en votant des lois exemptant ce beau monde des poursuites pénales. Et là nous ne serons plus en démocratie !

- Le populisme palinodique où l'on annonce à cor et à cri des slogans, avant de se rétracter dans les faits tout en maintenant le bruit.

Ces logorrhées se manifestent au grand jour dans le slogan du « président des pauvres » dont le nombre augmente chaque jour sous les coups de boutoir de la cherté de la vie, du blocage des salaires pour ceux qui en ont, de la sécheresse qui sévit dans nos campagnes et du siphonage systémique et systématique des dividendes de l'exploitation de nos ressources minières, et halieutiques ainsi que de l'aide internationale.

- L'utilisation des méthodes mafieuses dans les relations internationales comme dans le cas de la séquestration de Abdallah SENOUSSE, conscience noire de KADDAFI, en vue d'un futur marchandage sur son sort auprès des nouvelles autorités libyennes ou bien, passées les élections françaises de mai 2012 en France qu'il pouvait gêner, l'empêcher de divulguer d'autres secrets concernant cette fois-ci le Général Aziz, lui-même compromis avec le dictateur déchu. Ceci explique le temps mis avant de reconnaître le CNT libyen qu'il a cru jusqu'au dernier moment incapable de venir à bout de la soldatesque et des mercenaires de Kaddafi, parce qu'il avait opté pour la solution forte choisie par ce dernier, le Président du Yemen et le Président Syrien la privilégiant à la belle image de la fraternisation entre l'armée et le peuple en Egypte et en Tunisie.
- L'impréparation du recensement des populations engagé dans l'anarchie, l'opacité et l'absence totale d'explication et de concertation.

Ceux qui ont dénoncé, protesté et protestent toujours contre cet état de fait ont été durement réprimés avec mort d'homme à Maghama dans la région du Gorgol.

- Il y a moins d'une semaine, un manifestant pour la libération des détenus d'opinion, est également mort, étouffé par des gaz lacrymogènes du genre anti-terroriste prohibé. Sur ce chapitre, les pouvoirs militaires en Mauritanie, particulièrement celui qui nous est imposé actuellement, n'ont jamais été gênés par ces graves atteintes aux droits humains. Aucune enquête n'est ouverte et quand, fait rarissime, cela arrive on se hâte de noyer le poisson, assurant à leurs auteurs et leurs commanditaires l'impunité pour l'éternité.
- L'annonce puis la rétractation par rapport à la célébration du cinquantenaire de l'indépendance nationale, sans arguer d'aucune explication fantaisiste ou objective.

Les fonds concoctés ici et ailleurs pour commémorer cet événement ont fini dans les trappes financières dont le Général a le secret et qui sont entre autres visées mesquines, à l'origine de l'avènement de son pouvoir.

- L'instrumentalisation de la religion dans une double direction : combattre les partis islamistes locaux, pourtant modérés et s'activer à créer un parti salafiste tout en maintenant les militants de la même obédience dans des lieux secrets de détention.

La lutte contre AQMI qui s'inscrit dans ce cadre a tourné court en érigeant aux portes de notre pays, un Etat taliban au nord du Mali que, répondant à une stratégie basée sur le souci de s'assurer le soutien de l'occident trompé dans ce cas et retarder les changements devenus impérieux chez nous.

- La déstabilisation d'un pays voisin, le Mali, en répétant des incursions sur son territoire, bafouant l'autorité de son armée et son gouvernement et faisant le lit de la dissidence qui y a cours en ce moment. Les citoyens maliens s'en plaignent ouvertement notamment lors de manifestations organisées, il y en a peu dans les rues de Paris.
- Le sabotage de la scène politique en divisant l'opposition par l'ouverture d'un dialogue hypocrite et démagogique avec une aile de la coordination de l'opposition démocratique pour ainsi miner et compromettre les tentatives de rapprochement entre les différentes parties pour une meilleure gestion de la mise de notre pays au diapason des inévitables changements en cours dans notre aire géo-politique.

- La mise en avant du faux argument de la nécessité de laisser le Général achever son mandat. Cet argument fallacieux pêche par l'omission du fait qu'au rythme où est menée le pillage à ciel ouvert des ressources du pays, une telle attitude reviendrait à lui accorder un blanc-seing pour poursuivre son œuvre de liquidation de notre patrimoine. Une telle justification ne peut agréer que ceux qui tirent profit du produit du bradage des richesses de notre pays.
- La soumission de l'économie publique à la politique politicienne pour, d'une part le maintien du Général et son quarteron au pouvoir et, pour d'autre part, éliminer ses ennemis politiques et dans le monde du business où il officie également.

Dans cette optique, l'économie est pervertie par la politique et vice – versa, pour les besoins électoraux, par la fraude et l'achat des voix des citoyens maintenus à dessein dans un état de paupérisation croissante les rendant plus malléables et perméables à toutes les manipulations.

- L'économie et la politique ainsi détournées de leur objet, il a pu par exemple, nommer à la tête de la BCM son directeur de campagne et principal négociateur aux accords de Dakar, alors qu'il aurait fallu pour diriger l'institut d'émission de notre monnaie, désigner une personnalité indépendante plus au fait des subtilités de l'économie monétaire.

Usant toujours de cet enchevêtrement entre l'économie et la politique, il a organisé une véritable chasse à l'homme contre les fonctionnaires compétents mais honnêtes, et les hommes d'affaires dont les rescapés des geôles du pouvoir sont privés de marchés publics.

Il a ensuite, dans un souci démagogique de changer de pôle économique, favorisé, entrepris et encouragé l'éclosion de nouvelles sociétés, de nouvelles banques, etc... qui, quand elles ne lui appartenaient pas directement, étaient l'apanage de parents ou d'amis très proches redevables d'un retour obligatoire d'ascenseur.

Dans ce climat putride, il est très rare d'entendre parler de politique fiscale, sociale, de l'emploi ou de la redistribution de la richesse nationale. Il n'est question dans cette volonté de mainmise sur l'économie que du budget de l'Etat où le volet fonctionnement est réduit au strict minimum, parce que, ne générant pas de recettes, il ne rapporte rien à un pouvoir avide d'enrichissement personnel rapide accéléré par l'incertitude sur ses lendemains obscurcis par la recrudescence des combats pour le changement, la dignité et la liberté. Ceci a pour conséquences désastreuses de se focaliser sur le budget de l'investissement aux avantages duquel ne peuvent postuler que les grandes entreprises et

sociétés étrangères, essentiellement chinoises, susceptibles de payer des commissions et distribuer des pots-de-vin.

Ces dernières revêtent un grand intérêt pour le Général qui, par le truchement de ses propres équipements y trouve largement son compte. Cette situation accroît davantage la précarisation des PME qui, tout en étant exclues de la clientèle de l'Etat, ne sont même plus payées pour les rares services qu'ils avaient, par miracle, pu fournir à certaines administrations.

A cause de l'incapacité d'absorption des montants mirobolants affectés à cet effet par ses entreprises personnelles et celles de ses partenaires privés dans les travaux publics, le bâtiment, la santé, le Général Ould Abdel Aziz gèle ces financements en attendant de leur faire de la place dans les caisses de son empire parallèle économique et financier. C'est ce qui lui a permis de clamer dans un meeting à Nouadhibou que l'Etat détenait un excédent de 9 milliards d'ouguiyas sur le budget d'investissement. Ignorance. Ceci explique également la centralisation au niveau du sommet de la gestion du budget à travers le « Rachad » et les paiements du trésor public qui ne peuvent s'effectuer que sur ordre expresse du Général Ould Abdel Aziz.

La répétition tue-tête de la rengaine qui consiste à se targuer dans ses meetings d'avoir réalisé certaines infrastructures sur les fonds propres de l'Etat. En plus du fait qu'un tel acte creuse davantage nos déficits, nous prive de devises et est facteur d'inflation, il permet de se passer de laide internationale qui, elle impose un strict contrôle sur la destination des fonds alloués, ce à quoi le Général veut se soustraire à tout prix. Loin du louable effort du compter sur soi, cette opération vise uniquement à lui permettre de masquer les détournements.

Au plan macro-économique global, attesté par la Banque mondiale et le FMI, le coût du coup d'Etat de 2008 était exorbitant pour l'économie de la Mauritanie. Cette catastrophe transparaît clairement à travers la comparaison, entre la première année consécutive au coup d'août 2005 et celle qui a suivi le coup de force d'août 2008.

L'analyse de l'évolution du PIB démontre que ce dernier n'a, sur plusieurs décennies, été négatif qu'en 2009 où il a été de l'ordre de -1,2%. En 2006, il a progressé de 11,4% (14% selon certaines sources). Ce qui porte le manque à gagner pour notre économie à 12% soit la somme rondelette de 300 millions de dollars (environ 75 milliards d'ouguiyas) ou l'équivalent de la valeur de l'ensemble du cheptel mauritanien.

En somme, ce coup d'Etat est la mère nourricière de toute la gabegie qui a suivi et qui a engendré le blocage des financements extérieurs. L'unique responsable de cet état de faits est le Général Ould Abdel Aziz. A ce titre, il devra en toute logique tout rembourser à la nation ainsi flouée. Il en a les moyens personnels, mais sûrement pas la volonté.

Par ailleurs, et malgré le verrouillage de l'information et l'absence totale de transparence dans la gestion des problèmes de la cité, les observateurs avertis (les partis politiques et la société civile) ont pu noter :

- Un foisonnement de permis de recherche dans le secteur minier sur fond de commissions et de corruption qui, en l'espace de trois années seulement ont dépassé le nombre d'autorisations accordées dans ce secteur depuis l'indépendance de notre pays.
- Les sociétés minières, exceptée la SNIM, nationalisée à 100% au début des années 70, sont à 100% étrangères et exclusivement surveillées par le Général lui-même à travers des parents et des amis proches affectés de la présidence ou de la rue pour superviser le transfert des dividendes en lingots d'or et en numéraires à son profit.
- L'économie privée, bâtie sur le socle des petites et moyennes entreprises est évincée de la course pour le développement au profit de sociétés étrangères, chinoises en particulier, pas nécessairement plus performantes que les entreprises mauritaniennes qui ont à leur actif, à titre d'exemple la construction de l'immeuble AFARCO dans les années 70 déjà par la SOMACO TP. Dès lors on s'explique mal le monopole de la construction par la COVEC chinoise dont le pavillon flotte sur les bâtiments en cours d'édification dans les Etats majors et autres points de la Capitale et quelquefois à l'intérieur. L'implication des chinois dans les projets publics et privés est à ce point prégnante que le Ministre des Affaires Economiques et du Développement est affublé par ses collaborateurs nationaux de « ministre des chinois » avec lesquels il passe dans son bureau le plus clair de son temps, en l'absence des membres de son staff(!)

L'unique avantage tiré des travaux entrepris par ces entreprises étrangères, entourés d'une opacité extrême, est la floraison des sociétés de gardiennage pour assurer la sécurité des ces bâtisseurs d'un type nouveau, peut être par solidarité de corps de la part du Général ancien gardien de la sécurité des ses prédécesseurs.

La multiplication, elle aussi remarquable, des entreprises publiques qui naissent pour disparaître aussitôt (société de transport et compagnie aérienne) est dictée par la même logique de poursuite de l'hémorragie du trésor public à travers les frais de démarrage et autres dépenses y afférant.

Pour clore ce chapitre, il faudrait enfin souligner que le classement de notre pays dans les différents domaines, nous place aux dernières marches de l'escalier. C'est ainsi que vivant à 2100 \$ par tête d'habitant, tandis qu'en 2007 le Sahara Occidental affichait 2500\$ per capita, nous occupons le 184^e rang mondial.

Notre taux de chômage, **lui atteint : 42%**

L'indice de corruption est de 2,4 points sur 10 alors qu'il était de 3,5 en 2007.

L'indice des libertés civiques : 5,5 avec une différence d'un seul point avec l'Afghanistan

L'indice d'utilisation des nouvelles technologies : 10‰

L'indice de développement humain qui est compris entre 0 et 1 est de 0,453.

Le taux de pauvreté : 60%

L'indice 2010 sur la perception de la corruption publié par Transparency International nous place au 143^e rang sur 178 pays

Dans le classement « Doing Business » publié par la banque mondiale, la Mauritanie occupe la 159^e place sur 183 pour la facilité de faire des affaires.

Dans le classement mondial de la gouvernance 2011 : au 113^e rang, la Mauritanie chapeaute le peloton des régimes autoritaires.

Les dépenses militaires rapportées au produit intérieur brut – PIB – sont passées de 1,7% du PIB en 2006 à 5,5% en 2008 ; ce qui a placé notre pays au 13^e rang, juste après les Etats Unis et le premier de l'Afrique. En 2006, la Mauritanie occupait le 117^e rang.

La part du PIB destinée à l'éducation s'élevait à plus de 6% sous Moctar Ould Daddah avant le premier coup d'Etat ; aujourd'hui elle n'est plus que de 2,2%(?!)

Pour quiconque qui ferait montre d'un soit peu d'attention, il remarquerait aisément que les slogans de campagne autour desquels le Général a mobilisé la galerie et sur la base desquels il prétend avoir été élu, ont produit, par une alchimie inédite, leur contraire :

- Il s'est posé en Président des pauvres, et le résultat que nous constatons aujourd'hui est que le nombre de ces derniers ne cesse d'augmenter portant le taux de pauvreté de notre pays à près de 60%**
- Il scande des slogans contre la gabegie. Il en est passé maître par l'entremise du contrôle direct de la trésorerie nationale, de la commission des marchés, des contrats miniers et autres afin d'en faire profiter exclusivement ses propres entités économiques et financières qu'il co-dirige avec ses partenaires privés nationaux et étrangers.

La seule personne que ses programmes ont enrichi, c'est le Général lui-même. Ceci au moment où en France par exemple, M. Hollande qui n'a pourtant pas prétendu être président des pauvres, ayant trouvé que son prédécesseur disposait d'émoluments faisant 19 fois le SMIC français, les a ramenés face à la crise qui sévit dans toute l'Europe à 14 fois l'équivalent du salaire minimum d'un citoyen français. Le traitement mensuel de notre Général équivaut à 250 fois le SMIC mauritanien.

Tandis que le revenu annuel de M. Hollande équivaut à 4 fois le revenu moyen par habitant en France, celui du Général Ould Abdel Aziz fait 150 fois le revenu annuel par habitant en Mauritanie que l'on ajoute au produit autrement plus substantiel du racket auquel il soumet notre économie.

Ce faisant, il s'est constitué pour lui-même une fortune digne de le faire figurer à la tête des magnats de la finance dans les classements du célèbre magazine « FORBES ».

- Un fait inouï qui nous met en présence d'une fortune mondiale qui préside des pauvres pour lesquels, dans le discours en tout cas, il prend fait et cause en reconnaissance peut être du fait que ce sont eux qui l'ont enrichi. Seulement il aura oublié que sa richesse provenant de leur sueur et de la mendicité faite en leur nom, elle doit leur revenir obligatoirement et leur reviendra un jour sûrement.

Cela d'autant plus que les derniers dividendes venus la grossir, fruits du plan « Emel 2012 » sont tirés en grande partie de la marge récoltée par ses importateurs locaux qui ont occasionné au trésor public un manque à gagner considérable que pouvait éviter une opération d'achat directement à l'étranger pour le grand bien de l'Etat et du consommateur. Ces marges importantes après la ponction des commissions versées aux receleurs des franges « grises » (certains fonctionnaires) et « noires » (certains privés et lui-même), constituent un affluent d'un volume inestimable au drainage de tout ce qui sonne et trébuche dans notre pauvre pays.

Le manque à gagner pour les détaillants est patent. Le procédé suivi assure l'enrichissement croissant des commerçants déjà nantis et

appauvrit par la mévente et le rétrécissement du chiffre d'affaires, les boutiquiers, marchands et vendeurs petits et moyens.

La période de soudure accentuée dans nos zones rurales par une sécheresse éprouvante pour les hommes et leur bétail, a été, une aubaine pour les kleptocrates qui nous dirigent. Par les mêmes procédés sournois, on importa des aliments pour le bétail, qu'on a stocké pendant longtemps afin de savoir comment les écouler. Au moment de leur rachat par l'Etat, ils étaient devenus impropres à la consommation même par des animaux et ont fini par décimer par dizaines des milliers de bestiaux que la gabegie ambiante n'a pas épargnés.

- Béni soit le terrorisme, car s'il n'avait pas existé sous nos cieux, le Général l'aurait inventé. S'il n'avait pas invité sur nos terres et à nos frontières méridionales ces groupes armés, il les a tout de même attiré en leur offrant la médiatisation qu'ils ont toujours recherchée. Par ce cynique stratagème il a voulu se faire passer pour le champion de la lutte anti-terroriste dans la sous-région et amener, par ce biais l'occident débonnaire à fermer les yeux sur l'absence de démocratie, de transparence, de respect des droits humains sous les faux prétextes que le tout-sécuritaire est la priorité de l'heure.

Toute cette mise en scène a été mise à nu par les événements survenus au Mali menacé de « perdre le Nord » par une partition de fait dirigée précisément par AQMI et ses alliés que le preux Général combattait et prétend avoir battu.

Nouakchott, le 12 juin 2012

**Initiative des Intellectuels
Indépendant Irhalistes (Dégagistes)**